

UNE RENCONTRE CORDIALE, MAIS LES FEMMES ATTENDENT DES GESTES CONCRETS

(Montréal, le 2 mars 2018) –    l’occasion de la Journée internationale des femmes, les membres du Collectif 8 mars ont rencontré aujourd’hui le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, et la ministre responsable de la Condition féminine, Hélène David, afin de leur présenter les huit revendications du 8 mars 2018. Elles ont ainsi fait entendre la voix des 700 000 femmes qu’elles représentent pour demander des engagements fermes en matière d’égalité entre les sexes, tout en respectant l’analyse différenciée selon les sexes. Cette rencontre était une première entre le Collectif et un chef libéral, contexte préélectoral oblige. Celui-ci a d’ailleurs affirmé qu’une telle rencontre entre un premier ministre ou une première ministre du Québec et le Collectif 8 mars devrait être une tradition.

Combattre les violences envers les femmes

Le Collectif a notamment demandé au gouvernement de s’engager à mener une véritable offensive contre les violences envers les femmes. « Il est urgent qu’il se montre proactif. Il y a diverses voies pour le faire, comme en intensifiant les campagnes de sensibilisation et de prévention à cet égard, en renforçant les services sociaux offerts aux victimes de violence, en prévoyant des congés pay  s spécifiques aux victimes de violence conjugale, et en incluant la définition du harcèlement sexuel dans la Loi sur les normes du travail », a d’abord expliqué la porte-parole du Collectif 8 mars, Gabrielle Bouchard.

Des solutions existent pour contrer les agressions sexuelles et pour améliorer l’accès des femmes au système judiciaire lorsqu’elles décident d’y recourir, estime le Collectif 8 mars. Il peut par exemple s’agir de la formation du corps policier, des juristes et du personnel du milieu de la santé et des services sociaux ou encore de l’adoption du « modèle de Philadelphie », selon lequel les groupes de défense des droits des femmes seraient chargés de réviser les plaintes d’agression sexuelle déposées à la police, pour évaluer la qualité des enquêtes.

Promouvoir l’autonomie économique des femmes

Les représentantes du Collectif ont par ailleurs rappelé que le Québec peut faire beaucoup mieux en ce qui concerne le salaire minimum. « Pour permettre à une personne d’avoir un revenu viable et de sortir de la pauvreté, le gouvernement doit rapidement augmenter le salaire minimum à 15 \$ l’heure, et pas dans cinq ans, mais maintenant. Rappelons que les femmes représentent près de 60 % de l’ensemble des personnes qui travaillent au salaire minimum », a aussi comment   Gabrielle Bouchard.

Elles ont également tenu à aborder la question de la conciliation famille-travail-études avec Philippe Couillard et Hélène David. « Il est plus que jamais nécessaire de mettre en place une loi-cadre pour permettre à toutes et à tous de trouver un équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale. »

Contrer le racisme et la discrimination

Le racisme et la discrimination subis par les femmes ont également fait partie des discussions. « Les femmes sans statut et certaines femmes immigrantes sont exclues des systèmes de santé,

de justice, d'éducation et ne sont pas protégées par les lois du travail. Il est inacceptable qu'au Québec, en 2018, il y ait des femmes qui n'ont même pas accès aux soins de bases. »

« Les femmes autochtones, elles, souffrent de discriminations systémiques qui touchent tous les aspects de leur vie. Le gouvernement ne peut plus faire l'impasse sur cette situation et doit s'attaquer concrètement à ces problèmes. Il faut mettre fin aux violences qu'elles subissent de toutes parts », a affirmé Gabrielle Bouchard.

Réinvestir massivement

Le Collectif a finalement insisté sur la hauteur insuffisante des réinvestissements annoncés par le gouvernement. « Ces annonces sont loin de résoudre les effets dévastateurs qu'ont sur les femmes les politiques d'austérité dans les services publics. Nous revendiquons un réinvestissement adéquat en santé, en éducation et dans les programmes sociaux ainsi qu'une assurance médicaments universelle. »

Les membres du Collectif ont finalement réclamé l'injection de ressources financières suffisantes pour répondre aux besoins des groupes qui luttent au quotidien pour la justice et l'égalité des femmes. « Ce sont les femmes qui doivent prendre le relais au sein des familles et dans les groupes communautaires lorsque les services publics sont inadéquats. Le sous-financement de ces groupes les empêche même de fournir des services d'urgences », a déploré Gabrielle Bouchard.

En outre, le Collectif 8 mars juge que la balle est dans le camp du gouvernement. « Le premier ministre nous a écoutées de façon polie, mais nous attendons à présent des gestes concrets pour les femmes », de conclure la porte-parole du Collectif 8 mars.

À propos du Collectif 8 mars

Le Collectif 8 mars est formé de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), de Femmes de Diverses Origines (FDO), de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) et du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

- 30 -

SOURCE : COLLECTIF 8 MARS

Renseignements : Ariane Gagné, ariane.gagne@csn.qc.ca, 514 349-1300

Chantal Mantha (APTS), cmantha@aptsq.com, 514 236-9287

Marilou Gagnon (CSD) gagnonm@csd.qc.ca, 514 248-6277

Ariane Gagné (CSN), ariane.gagne@csn.qc.ca, 514 349-1300

Marie-Ève Imonti (CSQ), imonti.marie-eve@lacsq.org, 514-917-9641

Marie-Josée Nantel (FAE), mj.nantel@lafae.qc.ca, 514 603-2290

Myrna Karamanoukian (FIQ), mkaramanoukian@figsante.qc.ca, 514 572-5454

Sarah Oliel (FFQ), s.oliel@ffq.qc.ca, 514 717-4847

Isabelle Gareau (FTQ), igareau@ftq.qc.ca, 514 953-0142

Éric Lévesque (SFPQ) eric.levesque@sfpq.qc.ca, 418 564-4150

Marc-Antoine Ruest (SPGQ), marc-antoine.ruest@spgq.qc.ca, 581 308-7309

Marie Boti (FDO), botimarie@gmail.com, 514 717-4847